

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Gestion des fonds Covid : le FMI a tranché

EN remplissant les conditions fixées par le Fonds monétaire international (FMI), à savoir la publication du rapport d'audit sur la gestion des fonds Covid, le Gabon vient officiellement de bénéficier d'un nouvel appui budgétaire de 96 milliards de francs.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

LE Fonds monétaire international (FMI) a-t-il définitivement mis fin au débat sur la bonne utilisation des financements décaissés par les bailleurs de fonds dans le cadre de la riposte contre la Covid-19 ? L'institution de Bretton Woods avait conditionné, on s'en souvient, ses futurs décaissements à la publication du rapport d'audit sur la gestion des

fonds Covid, et à celle des noms et nationalités des bénéficiaires effectifs des marchés publics.

Lors de sa conférence de presse du 20 mai 2022 sanctionnant la fin de sa mission d'évaluation d'une semaine au Gabon (12 au 20 mai), le chef de la délégation du Fonds, Boileau Loko, avait été clair à ce sujet. " Nous n'irons pas au conseil d'administration si les deux actions que nous avons demandées ne sont pas réalisées. La première action concerne la publication du rapport sur la gestion des fonds COVID-19, et l'arrêté sur la publication des noms et nationalités des bénéficiaires effectifs des marchés publics, avait indiqué M. Loko. Quelques semaines après, le gouvernement publiait le rapport d'audit du cabinet Deloitte relatif à l'audit des comptes financiers du Fonds spécial de lutte contre la Covid-19. Des conclusions globalement satisfaisantes pour l'exécutif malgré quelques incongruités relevées dans le rapport. Mais

qui, au final, ont convaincu le FMI de poursuivre son appui budgétaire au profit du Gabon dans le cadre de la relance économique.

En effet, le Conseil d'Administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, le 27 juin 2022, les premières et deuxièmes revues du programme économique et financier du Gabon soutenu par le mécanisme élargi de crédit de ladite institution. Dans un environnement marqué par les conséquences de la pandémie de Covid-19 et l'émergence de nouvelles tensions géopolitiques au niveau international, les administrateurs du FMI ont souhaité encourager les efforts faits par les autorités nationales afin de maintenir la dynamique de rééquilibrage du cadre macroéconomique et budgétaire. La conclusion de ces revues donne donc droit à un tirage immédiat d'un montant de l'équivalent de 155,1 millions de dollars US. Soit 96 milliards de francs.

SATISFECIT * Les administrateurs se sont félicités de la réponse des autorités à la pandémie de Covid-19, qui a soutenu la reprise économique en cours. Ils ont noté que les positions budgétaire et extérieure se sont renforcées et que le taux



Photo: AFPI/L'Union

Le FMI décaisse 96 milliards de francs pour le Gabon.

d'endettement a reculé dans un contexte de hausse des prix du pétrole. Le FMI a estimé que les perspectives demeuraient positives, mais avec de multiples risques baissiers, y compris un faible taux de vaccination, des retombées de la guerre russe en Ukraine, notamment des prix alimentaires plus élevés, et un ralentissement économique plus marqué en Chine.

En revanche, la hausse des prix du pétrole et l'accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles dans le cadre du PAT devraient améliorer les positions budgétaire et extérieure et soutenir une croissance inclusive et durable. Les représentants du FMI ont encouragé les progrès réalisés par le gouvernement afin de

soutenir l'investissement privé et la diversification économique. " L'économie se remet progressivement de la récession de 2020 grâce à la forte réponse politique à la pandémie de COVID-19 et à la hausse des prix du pétrole. La croissance s'est accélérée, les positions budgétaire et extérieure se sont renforcées et la dette publique a diminué. Les perspectives sont globalement positives mais restent soumises à divers risques, notamment les retombées de la guerre russe en Ukraine, un possible ralentissement plus marqué en Chine et une éventuelle résurgence de la pandémie de Covid-19 ", a indiqué M. Okamura, directeur général adjoint du FMI.

Le clin d'œil de *Lybek*



Copil citoyen : la douche froide ?

MSM
Libreville/Gabon

LES membres de la société civile, regroupés au sein de la plateforme Copil citoyen, ont-ils été snobés par les administrateurs du FMI ?

En effet, après avoir dénoncé, avec véhémence, la non-justification de l'utilisation de plusieurs milliards de francs par le gouvernement – appelant même à la mise en examen de la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, – c'est un peu la soupe à la grimace. Les administrateurs n'ayant pas tenu compte des observations du Copil citoyen sur les nombreuses

présomptions de détournements de fonds et autres collusions.

" Les conclusions du rapport de Deloitte sont exactement les conclusions du rapport du Copil citoyen. Ces conclusions portent sur des présomptions de détournements de fonds, de collusion, de présomption de concussion dans le cadre de la gestion des fonds publics gérés en l'absence de toute comptabilité. Plusieurs contrats donnés sans respecter la procédure de passation du marché ", avait dénoncé Geoffroy Fouboula Libika Makosso, porte-parole du Copil citoyen.

Pour ces acteurs de la société civile, le rapport commandé

par le gouvernement auprès du cabinet d'audit Deloitte n'a audité que 10 % des 504 milliards de francs CFA reçus par l'Exécutif. " Le Gabon n'a pas respecté les exigences du FMI, qui a conditionné la publication du rapport d'audit sur toutes les dépenses ", avait martelé le porte-parole du Copil Citoyen, annonçant même l'intention de la plateforme de saisir les tribunaux afin de réclamer à plusieurs ministres de rendre des comptes.

Sauf que les administrateurs du FMI en ont décidé autrement en renouvellement leur " confiance " au gouvernement Ossouka Raponda.